

L'intervention de Madame Salwa Siniora Baassiri
Directrice Générale de La Fondation Rafik Hariri
MLF/OSUI 2016
« L'école apprend La Citoyenneté »
CASABLANCA
9-11 MAI 2016

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je souhaite rendre hommage au directeur général de la MLF M. Jean Christophe Deberre, qui a eu la gentillesse de m'inviter à participer à votre congrès annuel, qui coïncide cette année avec l'inauguration du nouveau campus du Lycée Louis Massignon.

Un tel congrès témoigne de la mission visionnaire qui régit la stratégie de travail de la MLF, inspirée depuis sa création en 1902, par les valeurs universelles de tolérance, d'égalité et de fraternité. C'est cette mission visionnaire qui a permis à la MLF de se développer, depuis, dans les domaines académiques et culturels, sur le territoire français et au-delà.

C'est également grâce à cette mission qu'en 1909 le Liban a connu l'instauration du premier collège de la MLF, qui s'est développé plus tard dans un réseau d'écoles qui portent la même mission et qui forgent les mêmes objectifs. Une des écoles du réseau de la MLF au Liban est le Lycée Abdul Kader qui a été fondé en 1910 et qui célèbre maintenant plus d'un siècle. C'est ce même LAK que le Premier ministre martyr Rafik Hariri a décidé en 1985, de préserver son héritage en tant qu'établissement scolaire et de lui confier encore la sauvegarde et le renforcement des liens Franco-Libanais, culturels et éducatifs. C'est aussi ce même LAK qui maintient toujours un grand niveau académique et culturel très prestigieux au sein de la société civile libanaise. Et cela grâce aux valeurs d'humanisme qui guident son chemin et qui sont renforcées à leur tour par la collaboration tripartite constructive et fructueuse qui rassemble AEFÉ, MLF et RHF.

Mesdames et Messieurs,

Le choix de « l'éducation à la citoyenneté » comme thème de ce congrès éducatif est très significatif et opportun, en tenant compte de l'état actuel des affaires, qui souffre de l'incertitude, des défis croissants et de soulèvement turbulent qui, collectivement, ont un impact négatif sur la stabilité et la sécurité dans la région MENA et la zone euro-méditerranéenne et en particulier, les conditions socio-économiques et les relations géopolitiques, conduisant ainsi à une migration massive, au déplacement, à la souffrance humaine, à la marginalisation, au chômage, à l'extrémisme, à la violence, à l'islamophobie et à la xénophobie, pour ne citer que quelques-uns, ce qui pose de graves menaces de désintégration dans plus d'un État-nation, et provoque un écart de la tendance démocratique mondiale et du rapprochement culturel qui a prospéré après la chute du mur de Berlin en 1989.

Aussi le choix de « l'éducation à la citoyenneté » est très significatif au vu des circonstances actuelles parce que l'éducation de qualité a toujours été considérée comme la solution et perçue comme la pierre angulaire du développement des ressources humaines et du progrès intellectuel, et surtout comme le pont essentiel à l'intégration sociale et nationale, ainsi nous sommes appelés à considérer l'éducation comme la bonne, sinon la solution la plus pertinente, compte tenu de la mission qu'elle porte et qui consiste à « nourrir les valeurs morales et humaines, principalement celles de la tolérance, la dignité humaine, l'acceptation mutuelle, le respect de la diversité, la liberté d'expression et l'égalité des chances pour tous »

Néanmoins, nous devons admettre que le secteur de l'éducation, tel qu'il est, n'a pas été en mesure d'honorer son rôle envisagé dans son intégralité. Dans l'un de ses travaux de recherche ⁽¹⁾, le philosophe français Jacques Rancière, rapporte cet échec au fait que l'école actuelle et les systèmes éducatifs sont en grande partie « programme dominé et évaluation menée », servant ainsi surtout comme un « chemin d'accès à l'apprentissage » et non pas un « chemin de l'émancipation

¹ "le Maître Ignorant"

intellectuelle», sachant que ce dernier est la mission principale de l'éducation et une nécessité pour résoudre les complexités de la vie et un pilier pour la citoyenneté éclairée.

Mais comment l'éducation conduit à l'émancipation intellectuelle ? Rancière et beaucoup d'autres savants pensent que ce serait par :

- 1- la conduite des élèves à la pensée critique et à la résolution de problèmes, y compris, l'argumentation et la contre- argumentation, qui leurs permettent de prendre des décisions réfléchissantes et raisonnables sur les questions économiques et sociopolitiques pertinentes à leurs sociétés et au monde en général.
- 2- l'adoption d' une pédagogie interdisciplinaire comme moyen de comprendre le monde qui est plein de phénomènes interconnectés même si en apparence ils semblent indépendants, sachant qu'aucun événement ne se produit dans l'isolement.
- 3- l'engagement des élèves dans les approches axées sur la communauté pour promouvoir une vision inclusive, de sorte que leurs actions collectives contribuent à faire une différence dans l'évolution de leur société et le monde, pas seulement les comprendre.
- 4- L'introduction de service communautaire structuré , sous forme d'activités parascolaires, pour devenir partie intégrante de la philosophie de l'école et de la stratégie du travail , sachant que le service communautaire prévoit, entre autres, des compétences de vie diversifiées, savoir-faire entrepreneurial, expertise en communication et responsabilité sociale.
- 5-la formation des enseignants, sur une base continue, pour être les mentors- transformateurs pour leurs élèves, et non seulement des appareils d'information.

Ces prévisions supposent que l'éducation est une «question tournante», comme Rancière décrit à juste titre, et comme tel va de pair avec l'éducation à la citoyenneté, telle qu'elle nous la concevons comme un moyen d'émancipation intellectuelle, une unité dans la diversité, une responsabilité sociale et un mécanisme de changement positif.

Egalement et dans le même sens, on trouve le rapport de Jacques Delors de 1996 "l'éducation, un trésor est caché dedans" percevoir l'éducation comme composé de quatre piliers "apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble", déjà les deux derniers piliers visent à permettre aux élèves de se livrer à leurs sociétés nationales et mondiales et leur permettre de vivre en paix et en harmonie avec la diversité et les différences, soient religieuses, ethnique, idéologiques, politiques, économiques, sociales et tant d'autres .

A priori, je tends à assimiler «l'émancipation intellectuelle» de Rancière et les deux piliers de Jacques Delors, « apprendre à être » et « apprendre à vivre ensemble », avec le concept de l'art de la citoyenneté. Toutefois, je me trouve favorable à considérer la tendance vers l'éducation de la citoyenneté comme joignant non seulement la perspective nationale, mais aussi mondiale, par l'approche transversale.

Permettez-moi de préciser d'abord que chacun de nous est un citoyen d'une nation spécifique soit par naissance, soit par naturalization. Donc, la discussion ne porte pas sur la citoyenneté dans sa connotation restreinte de l'identité nationale, ce qui en soi, entendu sinon comprise dans son sens propre et véritable esprit, pourrait se transformer en une «identité meurtrière», comme le désigne Amin Maalouf. La question devrait être plutôt autour de quel genre de citoyen nous voulons que notre élève soit afin d'assurer un pays sécurisé et pacifique dans le contexte d'un monde interconnecté. Ou autrement dit quel genre d'éducation à la citoyenneté, nous devrions adopter dans nos écoles, qu'elles soient nationales ou multinationales, pour aboutir à cette fin?

La bonne réponse à cette question est d'avoir les institutions académiques assurent un rôle civique et adoptent "les programmes socialement engagés", avec des exemples communs quotidiens, ce qui rend les élèves capables de comprendre la citoyenneté non seulement en termes de sa définition restreinte, comme la relation contractuelle entre le

citoyen et son état, ainsi qu'entre un citoyen et un autre, sur la base de la démocratie, l'égalité des chances, la primauté de la loi, la bonne gouvernance et de la responsabilité, mais au-delà en termes de la représentation ample des valeurs civiques, comme; la diversité; la tolérance; accepter l'autre; les droits de l'homme et de l'humanisme en général. Au cours de le faire, les élèves prennent conscience des nouvelles réalités et seront capables à générer des vues cohérentes, critiques et interprétatifs du contexte social, local et mondial, et si je cite ici "le comité de pilotage", je dirais qu' «il est vrai que l'école n'est pas la société, mais l'école a la responsabilité de contribuer à sa construction » et j'ajouterai que l'école devrait oser contester le contenu négatif de la société, dans ses deux dimensions, aussi bien local que mondial, là où il pourrait exister, et qui pourrait se manifester, entre autres choses, dans une destruction croissante de l'environnement, la surplombant de ceux que Rancière appelle «la part des sans parts», ou dont Einstein décrit comme "Ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte pas forcément ".

Ayant dit tout cela, je pense toujours que la citoyenneté est considérée par beaucoup comme la fondation de la nation moderne et responsable pour façonner l'identité de l'individu, alors comment peut-on adresser la controverse de designer des non-nationaux pour orienter l'éducation à la citoyenneté dans un contexte national? Je me réfère en particulier aux écoles du réseau de la MLF au Liban, qui tentent de prendre la responsabilité de «l'éducation de citoyenneté» où:

- La MLF respecte la laïcité alors que la société libanaise est représentée comme essentiellement confessionnelle
- Le contexte social est national, tandis que celui de la MLF est universel
- La langue d'enseignement stimule l'identité française alors que la langue maternelle, qui reflète l'identité nationale, arrive en troisième priorité

Franchement, il n'est pas facile de répondre à des telles questions multi-dimensionnelles et controversées, mais je voudrais partager avec vous les points de vue suivants qui pourraient amener les extrêmes à la zone transversale.

- 1- La société civile libanaise avance à grands pas en faveur de la coexistence, en dépit de tous les obstacles et les fausses allégations que le confessionnalisme au Liban protège les droits des minorités. Cette tendance éminente, spécialement chez les jeunes, fournit de plus en plus le contexte convenable pour créer le caractère d'un citoyen national qui est en harmonie avec le citoyen universel
- 2- L'enseignement privé au Liban couvre 70% du secteur de l'éducation soit environ 64.500 élèves. Il est vrai que près de 40% d'entre eux sont dans des écoles affiliées à une confession ou à une autre, néanmoins la priorité se rend à assurer des valeurs morales et humaines dans la plupart d'entre elles
- 3- La laïcité est vue par les Libanais éclairés qui choisissent de scolariser leurs enfants au LAK ou d'autres établissements similaires, dans la perspective d'un Etat civil qui englobe les valeurs morales et civiques, toujours en respectant les différentes religions qui toutes prêchent l'éthique morale, miséricorde, la compassion, l'acceptation de l'autre et de la paix, ce qui est en harmonie avec la croyance personnelle de l'individu
- 4- Les écoles sont considérées par les Libanais cultivés comme étant des laboratoires d'explorations des idées et à la réflexion sur les défis du 21e siècle, ainsi en mesure de transformer les élèves en les modifiant de bénéficiaires "passifs" à des participants proactifs
- 5- La société civile libanaise comprend les valeurs morales et humaines universelles comme celles qui concernent l'humanité à travers le monde, quelles que soient les nationalités individuelles. En conséquence, les valeurs universelles et les valeurs civiques nationales, mutuellement, se renforcent et se soutiennent, et ne sont pas en conflit ou en quête d'exclusivité

Pour résumer, je voudrais dire que l'éducation et la scolarisation ont été traditionnellement considérées comme des outils principaux pour relever les défis et surmonter les crises.

Actuellement, nous sommes en crise réelle, se manifestant sous la forme d'extrémisme, d'intolérance et de violence, probablement parce que quelque part nous avons échoué à trouver un équilibre entre l'idéalisme et le pragmatisme, la théorie et la pratique, les mentalités et les styles de vie. En outre, quelque part nos systèmes éducatifs ont échoué de considérer nos élèves et les jeunes en tant que citoyens bien connus "en formation continue". Au lieu de cela, nous les avons traité en tant que citoyens « dans l'attente », qui rabaisse leur estime de soi et met en danger leur dignité, ce qui les rend plus disposés à la fragilité.

Il est donc grand temps d'inciter notre école à assurer un rôle civique et d'avoir un système éducatif plus ouvert aux enjeux locaux et universels, ceux de l'importance humaine. Il est grand temps pour habiliter nos enseignants à faire face aux requises pour la formation de la personnalité des élèves, et les compétences de vie. Il est grand temps de préparer nos élèves à comprendre la citoyenneté et les valeurs civiques dans leur sens réel et spirituel, et de renforcer leur volonté de travailler pour le bien commun, la paix mondiale, la sécurité universelle et de l'humanité partagée.

References:

- Rapport à l'UNESCO, La Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle « L'éducation : un trésor est caché dedans », Jacques Delors, UNESCO, 1998- publié par UNESCO
- « Les identités meurtrières », Amin Maalouf, Editeur d'origine: Grasset, Le livre de Poche, 2000
- Revue canadienne de l'enseignement des sciences, des mathématiques et de la technologie : Vol 15, No 3, 2015 publié par OISE, référence au « Le maître ignorant: Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelles » Jacques RANCIÈRE
- « Fondation de Pensée Arabe, Edition Spéciale, Citoyenneté, Pluralisme, Arabisme » Décembre 2015- Publié en Arabe